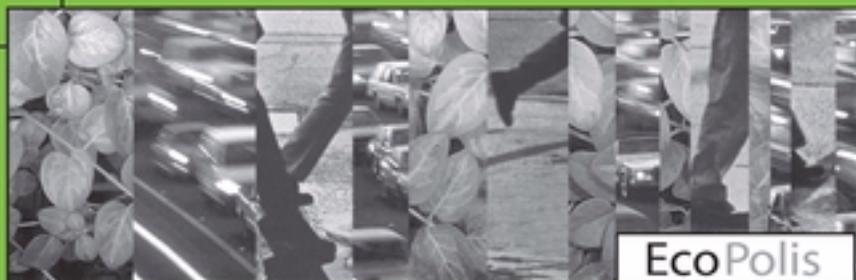


Josiane STOESEL-RITZ, Maurice BLANC,
Nicole MATHIEU (dir.)

Développement durable,
communautés et sociétés
Dynamiques socio-anthropologiques



P.I.E. Peter Lang



Josiane STOESEL-RITZ, Maurice BLANC,
Nicole MATHIEU (dir.)

Développement durable,
communautés et sociétés
Dynamiques socio-anthropologiques



P.I.E. Peter Lang

INTRODUCTION

L'utopie mobilisatrice du développement durable

Josiane STOESSEL-RITZ

*Maître de conférences (HDR) en sociologie,
GSPE, université de Haute-Alsace*

Cet ouvrage s'empare d'une question complexe, objet de débats et sujet à controverses : le développement durable, qui s'est imposé comme une catégorie centrale du discours et de l'action des acteurs économiques et des institutions, du Nord comme du Sud. Vingt-cinq ans après sa promulgation en 1987 par le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, le développement durable est souvent compris comme la conciliation de l'économie et de l'environnement, par des initiatives publiques et privées, collectives et individuelles, globales et locales. L'expression *développement durable* a gagné l'espace public et celui des entreprises, d'où émergent diverses initiatives en quête d'innovations, donnant priorité à celles qui relèvent d'un ordre technique et procédural.

Communautés et sociétés : l'impensé du développement durable

Le développement durable reste pour tous un objet insaisissable. Il suppose une (re)mobilisation permanente pour tenter de résoudre, tant bien que mal, la combinaison problématique entre d'une part des intérêts économiques à la faveur d'un régime d'activité plus vertueux et responsable et, d'autre part, des impératifs de préservation des ressources naturelles fixés par de nouveaux dispositifs et de nouvelles normes. De nombreux travaux de recherche ont tenté d'appréhender la complexité du projet de *l'entreprendre durable* par la mise en œuvre, incertaine et fragile, de pratiques qui engagent des acteurs aux intérêts discordants et contradictoires autour d'un même projet de développement cadré par des normes et controversé. Ces efforts de conciliation entre deux dimensions, porteuses de logiques profondément contradictoires, inspirées de

l'économie et de l'environnement, sont les plus visibles dans l'espace public comme un *agir communicationnel* (Habermas, 1987), c'est-à-dire un processus politique visant la vie quotidienne. Pourtant et paradoxalement, la majorité de ces actions se focalise sur une représentation partielle du développement durable (Brundtland, 1987) se limitant toujours aux deux mêmes dimensions par l'occultation (plus ou moins inconsciente) de la troisième, les sociétés.

Pour nous, le développement durable signifie bien davantage que l'entrée de l'environnement dans le champ de l'économie (ou *vice versa*) ; le développement durable est sociétal et interroge avant tout la solidarité et le lien social. Prenant le contre-pied des discours et de certaines recherches visant à comprendre les acteurs dans leurs pratiques d'ajustement aux prescriptions d'un développement durable énoncé par les experts, nous adoptons un regard qui part des sociétés, des individus et des communautés en mouvement, considérant leur potentiel de renouvellement, au frottement de tensions conflictuelles, de liens et de solidarités constitutives du bien commun.

Cette première thèse est renforcée par celle du développement durable comme une *utopie* dont la signification s'inscrit dans le mouvement d'historicité et de changement social des sociétés contemporaines. Cette utopie n'a pas le sens courant d'idéal impossible à atteindre, elle prend signification au concret par un idéal à long terme qui sert de repère pour orienter l'action aujourd'hui (Lefebvre, 1971 ; Ledrut, 1980). Saisie par la signification concrète qu'elle prend dans un contexte historique, culturel et social, cette utopie mobilise des individus, des communautés et des sociétés dont les pratiques expriment des formes d'engagement pour le développement durable.

Développement durable : crise et réflexivité

Les crises économique, sociale et écologique rappellent la vulnérabilité d'un système-monde capitaliste (Wallerstein, 1995) emporté dans une fuite en avant qui met en lumière l'épuisement d'un *modèle* aux limites perceptibles. L'initiative institutionnelle pour le développement durable renvoie à un processus politique qui se cristallise sur des modes de vie appelés à de profonds changements à l'aune d'une maîtrise des ressources qui met celles de la nature au premier plan. Dans ce processus de transition précipitée par des événements extrêmes (crise financière, catastrophes naturelles, émeutes), l'attention du public se focalise sur la gestion du développement durable (bonnes pratiques et chartes, solutions techniques) par une occultation des sociétés, des rapports sociaux et des solidarités. La prise de conscience des antagonismes et des injustices sociales est ravivée par la dimension idéale du développement durable qui impose des changements sociaux et doit répondre

des solidarités dans l'expression d'un bien commun, produit de l'historicité et de transactions qui rendent possibles un monde commun.

L'idée d'un développement durable potentiel se construit dans la prise de conscience des interdépendances à différents niveaux : individuel, institutionnel et des structures sociales en lien avec les aspirations à l'autonomie. Dans nos sociétés de modernité avancée (Giddens, 1994), la montée des incertitudes et des risques s'accompagne d'une réflexivité plus affirmée des individus dépassant le cadre du discours par des compétences qui repoussent les frontières du monde concret par la *conscience pratique* (Giddens, 1987 [1984]). L'action pour le développement durable s'inscrit dans ce cas au cœur de pratiques sociales en tension (injustice-égalité, individu-communauté, Nord-Sud) qui imposent indirectement des efforts de la part des chercheurs obligés de remettre en question leurs outils de connaissance et les méthodes de leurs disciplines. L'effort de réflexivité de la part des chercheurs intervient comme une condition permanente d'exercice d'une pratique scientifique ouverte à l'expérience concrète de l'interdisciplinarité dans un effort d'exploration méthodologique (Nicole Mathieu dans cet ouvrage).

Aux frontières des disciplines et de la prise de conscience de multiples interactions réflexives, la question du développement durable interpelle les chercheurs dans leurs choix épistémologiques et méthodologiques. Les auteurs de cet ouvrage témoignent de cet effort dans un projet commun de changement des perspectives pour saisir l'expression de ces formes sociales dans le réenchaînement sociétal (Polanyi, 1983) et les dynamiques socio-anthropologiques.

Développement durable et transaction sociale

Cette publication s'inscrit dans les travaux du comité de recherches « Transactions sociales » de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Elle fait suite à l'organisation par ce comité du Colloque international : « Développement durable, Communautés et sociétés », à l'université de Haute-Alsace (Mulhouse) en juin 2010. Cette manifestation a réuni près d'une centaine de chercheurs de différentes disciplines relevant des sciences sociales à l'échelle internationale autour de trois questions principales : (1) le développement durable comme mouvement et force de mobilisation de la société civile ; (2) les expérimentations de démarches collectives dans le cadre d'innovations collectives ; (3) les dynamiques de renouvellement des liens et des solidarités en relation avec les initiatives de développement durable et leurs représentations.

L'apport du paradigme de la transaction sociale fournit un éclairage particulièrement pertinent pour la compréhension du développement

durable à l'aune des sociétés. La transaction sociale est un outil d'investigation qui permet de saisir la complexité de logiques d'actions contradictoires, profondément différentes et autonomes, dans leurs relations d'interdépendances irréductibles, d'une part pour comprendre sociologiquement l'action à plusieurs, d'autre part pour en saisir la signification en termes de compromis pratiques (Ledrut, 1976), construits dans un processus qui mobilise l'apprentissage et la négociation.

La fécondité heuristique de ce paradigme (Blanc, 2009) trouve un écho particulier dans la recherche qui questionne le développement durable pour mettre en relief les conflits d'intérêts et de valeurs qui divisent les acteurs dans la gestion des ressources (usages de la terre, gestion du patrimoine, rénovation urbaine) susceptibles d'altérer les conditions de la vie quotidienne et le bien commun au nom duquel peuvent s'imposer d'autres modèles au nom d'un développement durable. La transaction sociale permet de penser les pratiques sociales au cœur des contradictions (Rémy *et al.*, 1991 [1978]) et l'action de changement social dans la conciliation d'un double point de vue théorique : d'un côté, l'ouverture à la compréhension des interactions et de leurs dynamiques socialisatrices par l'apprentissage de compétences nouvelles et, de l'autre, l'analyse du niveau structurel des pratiques, source de pouvoir et de domination.

Le paradigme de la transaction sociale constitue un outil d'exploration des possibles, desserrant la compréhension des pratiques sociales des individus par une grille d'analyse des échanges sociaux (matériels et immatériels) ouverte sur l'intégration de la pluralité et des antagonismes dans l'action. Il constitue enfin un outil pertinent pour sortir des modèles abstraits et des discours normatifs sur le développement durable, en mettant en valeur l'enjeu démocratique dans la gouvernance des projets de développement durable.

Contextualisation, expérience et posture du chercheur

L'expérience de formation et de recherche partagée par certains auteurs de ce livre sur le terrain de l'Algérie et du Maghreb¹ a contribué à aiguïser l'exigence épistémologique pour interroger le sens du développement durable. La confrontation de nos points de vue et de nos concepts sur le terrain des universités algériennes et marocaines a offert de nouvelles ouvertures, des fenêtres épistémologiques et socio-anthropologiques qui sont approfondies dans ce livre. Ces expériences

¹ Programme *Développement durable et lien social* (2009-2012) auquel participent Tom Storrie, Maurice Blanc, Nicole Mathieu, M. Raouf Saidi, Francis Kern et Josiane Stoessel-Ritz, avec le soutien de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de la Conférence de présidents d'universités (CPU).

ont permis d'entretenir une dynamique réflexive, critique et constructive autour de projets scientifiques dont le développement durable définit l'angle d'approche permanent. C'est également l'expérience de la « double contextualisation² », dans le Nord et dans le Sud, en Algérie et en France, par l'obligation d'être présent en tant que chercheur et de prendre position vis-à-vis de ce que le développement durable *fait* à ces sociétés (Stoessel-Ritz *et al.*, 2011).

Contextualiser la problématique du développement durable s'inscrit dans une tension créatrice du point de vue des relations entre le Nord et le Sud, mais également du point de vue des rapports entre les pratiques scientifiques et le champ politique. Sur ce point, tout en restant modeste, notre contribution marque l'engagement dans des perspectives scientifiques nouvelles par un travail construit dans la réflexivité et l'échange autour de l'exigence du travail théorique. Aucune partie de ce livre ne néglige cet effort de remise en cause d'un héritage théorique par des chercheurs qui se déstabilisent en mettant en relation des termes n'ayant pas le même statut scientifique (par exemple, développement durable et utopie).

À l'aube du XX^e siècle, une notion nouvelle s'est imposée, celle du développement. Immanuel Wallerstein (1995) a brillamment montré comment cet *impensé de la science sociale* a fait obstacle à la compréhension du monde réel. De même aujourd'hui, l'acceptation diffuse d'une conception du développement durable global contraint la communauté scientifique à s'interroger sur les rapports implicites entre expertise et politique. La question du développement durable apparaît comme objet de recherche relégué par la sociologie contemporaine, alors qu'elle a été saisie, ou « capturée », selon le terme de Marc Mormont dans cet ouvrage, par d'autres disciplines qui en fixent les normes. La puissance idéologique du développement durable passe par une expertise produite par « un accouplement précipité entre science et politique » (Mathieu).

La question du développement durable saisie par les modes de coexistence, de lien et de socialité concerne un angle mort de la recherche en sciences sociales. À cet endroit, nous postulons dans cet ouvrage que la conceptualisation du développement durable en termes de transaction sociale s'inscrit dans un processus de continuité et de rupture. Elle mobilise la tradition sociologique avec les concepts de communauté, de société, de solidarité et de liens sociaux, mais ces concepts sont revisités et redéfinis dans des contextes historiques différents³, par le projet notamment, introduisant de la rupture et de l'innovation.

² Je remercie Abdelhafid Hammouche de ses remarques sur ce point.

³ Avec l'appui d'autres sciences sociales, notamment la géographie et l'anthropologie.

Comprendre les sociétés, les individus et les communautés dans leur mode de production des ressources historiques, symboliques et culturelles invite le chercheur à rejeter l'individualisme au profit de l'individuation (Storrie, dans le présent ouvrage), à questionner les formes de solidarités à l'aune d'une *jauge de socialité* et à appréhender les formes d'encastrement social des valeurs, de la culture et donc de l'historicité, dans un processus de développement durable démocratique (Blanc, dans le présent ouvrage).

Cette approche peu conventionnelle appelle une rupture culturelle qui déstabilise les chercheurs. Les sciences sociales sont interpellées à penser les termes d'un échange social dont les prémisses anthropologiques ont été énoncées par la sociologie (Mauss, 2004 [1950] ; Simmel, 1987 [1907]). Les formes de l'échange social et le principe de réciprocité traversent les cadres poreux de la vie sociale d'individus dont l'autonomie fragilisée s'apprend dans l'expérience de liens et d'interdépendances structurelles. Ces liens composent un terreau fécond pour des engagements à venir.

L'initiative de cette publication s'inscrit dans un projet scientifique collectif ayant pour objectif de contribuer à la compréhension sociétale, historique et culturelle de ce que veut dire le développement durable, du point de vue des solidarités et au regard des individus, des communautés et des sociétés, autrement dit de la force sociale des liens comme vecteurs de renouvellement des potentiels de solidarités.

Les textes rassemblés proposent des clés de compréhension pour élargir et ouvrir sur de nouvelles perspectives : ils exposent comment se produit une dynamique de pratiques et d'action pour un développement durable enraciné dans le ressourcement permanent des attachements et des modes de coexistence qui se renouvellent, à l'épreuve d'incidents critiques et de la prise de conscience par des individus et des communautés de leur intérêt réciproque pour le bien commun. Nous dérogeons sur ce point à la règle qui instaure une distance académique entre le sociologue et son objet ; nous faisons nôtre l'idée que les scientifiques peuvent « cohabiter avec » les individus, communautés et citoyens dans un même monde commun (Latour, 2005, p. 378).

Cet ouvrage explore de nouvelles ouvertures pour des perspectives aussi bien épistémologiques qu'empiriques. Les contributeurs ont accepté de participer à un travail collectif de révision et de remise en question de leurs outils, voire de leur raisonnement, pour tenter de dépasser des frontières et de dégager des perspectives aussi bien théoriques que méthodologiques, ou encore empiriques. Nous les remercions d'avoir pris part à cet exercice que nous avons orchestré à trois. Cette coproduction a bénéficié des échanges stimulants et d'un travail collectif

mené avec Nicole Mathieu et Maurice Blanc à qui j'adresse ici mes sincères remerciements.

La première partie est dédiée à comprendre ce que veut dire le développement durable, à l'épreuve des communautés et des sociétés. À distance des dispositifs et des normes, Tom Storrie nous invite à entrer dans le vif du sujet par une analyse qui renouvelle le regard sur le développement durable et ses résistances, pour se recentrer sur les véritables enjeux de sociétés et le rôle des citoyens. Maurice Blanc revisite les théories des communautés et des sociétés, dévoilant l'intérêt de ces concepts pour comprendre le développement durable sous l'angle de projets et de transactions faisant bouger les lignes entre individus, communautés et sociétés. Ce propos est repris en contrepoint par un économiste, Francis Kern, qui interroge les trajectoires cognitives novatrices que suppose le développement durable comme utopie ; il nécessite un repositionnement entre l'économie et la société que les acteurs de l'économie sociale et solidaire expérimentent d'abord sous une forme communautaire. Les articulations nouvelles entre individus, communautés et sociétés sont reprises au prisme de la question des publics et de l'entrée en jeu de la question de la nature.

C'est l'angle d'approche retenu pour la seconde partie, autour du triptyque : agriculture, communautés et sociétés. L'introduction du développement durable dans la gestion des espaces ne manque pas de produire des conflits d'usages (Christine Romero) et des stratégies de repositionnement professionnel (Constance De Gourcy). Comment le rapport social à la nature, à la terre et au jardin produit les ressources d'un être social et des formes de solidarités, voire d'appartenances et de liens ? Cette question transversale est abordée par différentes contributions qui vont de l'expérience sociale de la paysannerie et de ses conséquences sur la conception d'une socialité liée au modèle d'activité véhiculé par l'entreprendre en agriculture (Josiane Stoessel-Ritz) jusqu'à la manière dont des entreprises d'insertion (Kenjiro Muramatsu) ou des associations marocaines (Pierre-Marie Aubert et M. Raouf Saidi) prennent position dans l'espace public local pour revendiquer leur place dans la gestion autonome des ressources (Pascal Rey).

Les auteurs de la dernière partie se livrent à l'analyse réflexive des expériences urbaines (les équipements [Philippe Hamman], la démolition des grands ensembles [Christophe Gibout, Anne-Peggy Hellequin et Naji Lahmini], les coopératives d'habitat [Yann Maury]) qui mettent la ville à l'épreuve du développement durable. Nicole Mathieu scrute l'utopie du développement durable par une relecture critique de la recherche urbaine, ce qui permet à l'auteure de dégager une ouverture sur de nouvelles pistes théoriques et méthodologiques aussi prometteuses que stimulantes.

La postface d'André Petitat, président de l'Association internationale des sociologues de langue française, met en exergue les interactions organiques entre les impératifs écologiques et ceux d'une communauté réflexive mondiale, ainsi que la place pour des transactions pour un développement durable démocratique ancré sur des solidarités.

Josiane Stoessel-Ritz, février 2012.

Bibliographie

- Blanc M., « La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique », *Pensée plurielle (transactions et sciences de l'homme et de la société)*, n° 20, 2009, p. 25-36.
- Giddens A., *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987 [1984].
- Giddens A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994 [1990].
- Habermas J., *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 [1981].
- Latour B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2005.
- Ledrut R., « L'urbanisme des inventeurs », *Espaces et sociétés*, n° 32-33, 1980, p. 3-14.
- Ledrut R., *L'espace en question*, Paris, Anthropos, 1976.
- Lefebvre H., « Engels et l'utopie », *Espaces et sociétés*, n° 4, 1971, p. 3-12.
- Mauss M., *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 2004 [1950].
- Polanyi K., *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 [1944].
- Rémy J., Voyé L. et Servais E., *Produire ou reproduire ? Une sociologie de la vie quotidienne. Conflits et transaction sociale* (t. 1), Bruxelles, De Boeck, 1991 [1978].
- Simmel G., *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1987 [1907].
- Stoessel-Ritz J., Blanc M. et M. Grodwohl, « Dans la cuisine du partenariat. Retour sur les obstacles interculturels et institutionnels dans un projet de coopération universitaire franco algérienne », *Interventions économiques – Political Economy*, n° 43, 2011, interventionseconomiques.revues.org/1422.
- Wallerstein I., *Impenser la science sociale. Sortir du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1995.